

[Magazine Moyen-Orient](#)

« Au Maroc, les autorités surveillent tout le monde »

Le Maroc dispose de différents services de renseignement : extérieur, intérieur, militaire, antiterroriste... Comment s'organisent-ils ? Quels sont leurs liens avec le palais royal ? Entrent-ils parfois en concurrence ?

Il y a un foisonnement de services depuis le Ve Bureau de l'armée jusqu'aux Renseignements généraux – une branche de la police – en passant par une cellule de la Gendarmerie royale. Deux sont vraiment importants, car leur patron a accès au roi Mohammed VI (depuis 1999). Il s'agit de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST), que dirige Abdellatif Hammouchi depuis 2005 et qui est un service chargé du renseignement et du contre-espionnage, et de la Direction générale des études et de la documentation (DGED), service d'espionnage qui agit, en théorie, à l'extérieur du Maroc. En fait, les deux travaillent en dehors des frontières du royaume. À la tête de la DGED se trouve depuis 2005 Yassine Mansouri qui, comme tant d'autres collaborateurs intimes de Mohammed VI, a fréquenté avec lui le Collège royal.

Cet ensemble sécuritaire n'est pas facile à coordonner. La Constitution de 2011 prévoyait la mise en place d'un Conseil supérieur national de la sécurité, sous l'autorité du roi, mais il ne s'est jamais réuni, même si certains textes sur son fonctionnement ont été rédigés au ministère de l'Intérieur. Pourquoi ? Il semblerait que les services ne veuillent pas partager leurs informations ni en débattre avec des civils comme le chef du gouvernement ou les présidents des deux chambres qui devaient eux aussi siéger au sein de ce conseil.

En mars 2017, Mohammed VI mettait fin à une crise gouvernementale de cinq mois en écartant Abdelilah Benkirane et en nommant Saâdeddine el-Othmani.

Si les deux hommes sont issus du Parti de la justice et du développement (PJD), le palais a imposé son choix. Qu'est-ce que cela révèle des liens entre le souverain et les islamistes ?

Cela révèle que le palais a manœuvré, à travers des hommes politiques qui lui sont proches, pour imposer une version édulcorée du PJD. Saâdeddine el-Othmani est plus docile qu'Abdelilah Benkirane, qui n'avait pourtant rien d'un radical. Depuis plus de dix ans, le palais a cherché à freiner la progression des islamistes modérés du PJD par toutes sortes de moyens, y compris par la création, par un proche du roi, d'une formation politique pour le contrecarrer, le Parti authenticité et modernité. Pour mettre fin à la version marocaine du « printemps arabe », il a fallu cependant laisser le PJD, fin 2011, former un gouvernement après sa première grande victoire électorale – il remporta 27 % des voix et 107 sièges sur 395. Mais maintenant que cette étape est passée, le palais cherche à réduire le poids du mouvement

islamiste dans les institutions à la portion congrue avant de s'en débarrasser. Je ne sais pas si ces manœuvres ont porté préjudice à la popularité du PJD au sein de l'opinion publique, mais le remplacement d'Abdelilah Benkirane par Saâdeddine el-Othmani suscite encore des tensions au sein du premier parti politique marocain.

Comment les autorités, à travers leurs services de renseignement, surveillent-elles les mouvements islamistes, dont le PJD ?

Les autorités surveillent tout le monde, y compris le PJD qui, théoriquement, dirige le gouvernement. Ses priorités sont, cependant, ailleurs : les salafistes, le mouvement islamiste Justice et bienfaisance – qui jouit d'une certaine tolérance, mais qui n'est pas légal – et les Sahraouis enclins à l'indépendantisme. Depuis mai 2017, les activistes rifains, au Maroc et à l'étranger, sont cependant devenus l'objectif numéro 1 des services. Le Rif inquiète beaucoup l'État marocain, car il pourrait le déstabiliser si la révolte s'étendait au reste du pays. Pour le moment, ce n'est pas le cas.

Parfois, la presse s'émeut des histoires d'adultères concernant des islamistes pieux. Ces péripéties sentimentales sont sans doute vraies, mais, derrière leur publication par les médias, on y décèle la main des services qui cherchent à nuire à ces islamistes en mettant à nu la contradiction entre leurs discours et leur comportement.

Avec les attentats en Europe, dont Madrid en 2004, Paris en 2015 et Barcelone en 2017, comment se sont développés les liens entre les services de renseignement du Maroc et ceux de ses principaux partenaires européens, l'Espagne et la France ? Comment le royaume participe-t-il à la « lutte contre le terrorisme » ?

Le Maroc joue à fond la carte de la collaboration antiterroriste, sans doute plus que tout autre pays arabe. Il la joue sauf quand il se fâche comme cela est arrivé, par exemple, avec la France entre le 20 février 2014 et le 30 janvier 2015.

Pendant onze mois, il a coupé les échanges à la suite de la tentative de faire comparaître Abdellatif Hammouchi, le directeur de la DGST, devant un juge d'instruction français. L'individu était de passage à Paris fin février 2014. Les seuls renseignements qui sont parvenus aux Français pendant cette période tendue leur ont été transmis par les Espagnols qui, eux, avaient gardé un bon contact avec leurs homologues marocains.

Ceux-ci sont efficaces. La preuve est que depuis avril 2011, il n'y a pas eu de gros attentat sur le sol marocain. Yassine Mansouri, le chef de la DGED, et d'autres sécuritaires marocains se vantent même, de temps en temps en public, d'avoir aidé à faire échouer des attentats en Europe.

Mais attention, Rabat utilise la carte de la coopération antiterroriste, comme celle de la lutte contre l'émigration clandestine, pour obtenir des contreparties diplomatiques de ses voisins européens. Elle cherche notamment à ce que la France, l'Espagne et d'autres l'appuient dans l'éternel contentieux du Sahara occidental.

En Allemagne, aux Pays-Bas ou en Belgique, il y a eu ces dernières années des agents marocains arrêtés et expulsés ou traduits en justice. Cela n'est jamais arrivé en France, mais, mi-juin 2017, un capitaine de la police aux frontières a été mis en examen pour avoir remis des centaines de documents confidentiels à un agent marocain. Est-ce à dire que les espions

marocains sont moins actifs dans l'Hexagone que dans le reste de l'Europe ? Non. Simplement que dans les pays vraiment amis du Maroc, on traite ces affaires avec une très grande discrétion pour ne pas mettre Rabat dans l'embarras. D'ailleurs, en France, on n'a entendu parler de ce capitaine de police que grâce à une enquête de Libération.

Le Maroc a annoncé, en février 2017, son retrait d'une zone contestée du Sahara occidental, près de Guerguerat. Au même moment, l'Union africaine (UA) acceptait de réintégrer le royaume. Que nous disent ces deux événements sur le conflit ?

Guerguerat a pu donner l'impression que quelque chose bougeait au Sahara occidental après vingt-cinq ans de cessez-le-feu qui n'ont pas abouti à un référendum, mais on est revenu à la case départ. Le conflit reste dans l'impasse. Le retour du Maroc au sein de l'Union africaine, c'est aussi revenir à la case départ. Il a quitté l'organisation en 1984 parce qu'elle avait accepté d'y accueillir la République arabe sahraouie démocratique (RASD), l'entité créée par le Front Polisario. Celle-ci y siège encore ; plus de trente ans de perdus pour la diplomatie marocaine ! Rabat a eu raison de vouloir reprendre la place abandonnée au sein de l'UA. Elle peut maintenant mieux défendre ses intérêts et essayer de contrer les initiatives de ses adversaires.

Sur la question du Sahara occidental, le Maroc bénéficie du soutien de la France. Comment les deux pays travaillent-ils ensemble sur ce dossier, via quels réseaux ?

Sur la question du Sahara occidental et sur bien d'autres sujets, la France, et plus spécialement son président, est le principal allié du Maroc. En deuxième place figure l'Espagne. Si le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) n'a pas, par exemple, été élargi pour qu'elle ait des compétences en matière des Droits de l'homme, c'est grâce à Paris. Si la Commission européenne cherche à ne pas trop tenir compte de l'arrêt de décembre 2016 de la Cour européenne de justice sur l'accord agricole avec le Maroc et son application au Sahara occidental, c'est aussi grâce au rôle joué par le Quai d'Orsay. C'est de l'Élysée que le coup d'envoi est donné, mais tout l'appareil d'État suit. Jacques Chirac (1995-2007) et plus encore Nicolas Sarkozy (2007-2012) ont été les chefs d'État les plus dévoués au Maroc, mais François Hollande (2012-2017) n'a pas non plus manqué à l'appel. Quant à Emmanuel Macron (depuis 2017), il a improvisé un voyage privé en juin 2017 à Rabat pour connaître l'opinion du monarque sur la révolte du Rif et lui prodiguer quelques conseils. La France, de droite comme de gauche, est toujours aux petits soins pour la monarchie marocaine.

Toujours sur le Sahara occidental, quel rôle – et avec quels moyens – les services de renseignement jouent-ils pour y affirmer la présence marocaine ? Et pour lutter dans le secret contre le Front Polisario ?

À l'intérieur, c'est-à-dire au Sahara, l'État marocain cherche, et pour cela il fait souvent appel aux services, à séduire et à contrôler les Sahraouis. Séduire, cela veut dire leur attribuer des emplois fictifs dans l'administration, octroyer des bourses pour aller étudier ailleurs – dans l'ancienne colonie espagnole, il n'y a pas d'université – ou obtenir un logement. Contrôler, c'est encourager l'immigration pour que les Sahraouis soient minoritaires sur place, c'est rosser ceux qui descendent dans la rue pour réclamer l'indépendance et même mettre derrière les barreaux ceux qui insistent un peu trop. Aussi longtemps que ceux qui cherchent à manifester pacifiquement seront matraqués, l'offre marocaine d'accorder une large autonomie

au territoire pour résoudre le problème ne sera pas crédible. Et pourtant, ce n'est pas la plus mauvaise des solutions...

À l'extérieur, les services contrôlent, « débauchent » et parfois, en collaboration avec la diplomatie marocaine, essaient de contrecarrer les initiatives des amis du Front Polisario. Certains des agents marocains arrêtés en Allemagne ne se consacraient, d'après le procureur, qu'à surveiller les associations proches du Polisario. La « débauche » ou le « retournement » consiste, par exemple, à approcher des responsables du Polisario, en général quand ils voyagent à l'étranger, et à leur proposer de rejoindre le Maroc en leur garantissant une bonne situation. L'un d'entre eux, Ahmed ould Souilem, est même devenu ambassadeur en Espagne en 2010. Contrecarrer, c'est créer de toutes pièces des associations de Sahraouis qui prennent le contrepied de celles qui sont proches du Front Polisario. C'est aussi tenter de faire revenir certains pays africains ou latino-américains sur leur décision de reconnaître la RASD.

Entre 2004 et 2016, Mohammed VI a réalisé sept tournées à travers le continent africain, révélant la volonté d'influence économique et politique du Maroc dans la région. Comment s'exerce-t-elle ?

Mohammed VI aime l'Afrique et il y voyage souvent. Avant et juste après le retour du Maroc au sein de l'Union africaine en janvier 2017, il n'a pas arrêté de la parcourir. Il s'est rendu dans des pays anglophones où aucun souverain marocain n'avait jamais mis les pieds. De nouvelles ambassades ont été ouvertes. Mais il ne faut pas se leurrer. Le PIB du Maroc est 25 fois inférieur à celui de la France. Il ne peut donc être un acteur économique de poids en Afrique. Il peut, en revanche, essayer d'y exercer une sorte de *soft power* non seulement à travers un roi voyageur, mais aussi, par exemple, en formant à Rabat des imams originaires de l'Afrique subsaharienne. C'est à cette tâche qu'il se consacre avec un certain succès.

Quel poids la diaspora marocaine possède-t-elle dans l'influence du royaume en dehors de ses frontières ?

La diaspora est importante, car elle est une source de devises et, à travers elle, Rabat peut exercer une certaine influence. Il faut donc la contrôler et l'encadrer. C'est pour cela qu'a été mis en place le Conseil de la communauté marocaine de l'étranger, que des imams envoyés par le ministère des Habous et des Affaires islamiques essaient l'Europe pendant le ramadan pour y prêcher la bonne parole marocaine, et que ce ministère ou d'autres institutions financent des associations d'immigrés ou religieuses sur le Vieux Continent. On a même vu, il y a une dizaine d'années, Yassine Mansouri, le patron de la DGED, s'adresser à Marrakech à des imams marocains en poste en Europe pour leur dire comment ils devaient se comporter.

La mainmise sur ces associations peut servir les intérêts de la politique étrangère marocaine. On l'a constaté, par exemple, aux Canaries, en Espagne, quand, fin 2009, l'activiste sahraouie Aminatou Haidar s'est mise en grève de la faim. La Fédération espagnole des entités religieuses islamiques (FEERI), à l'époque sous l'emprise d'hommes proches de Rabat, s'en est prise violemment à l'indépendantiste. Les choses changent cependant. Aujourd'hui, la FEERI est chapeautée par des islamistes de Justice et bienfaisance, qui combattent sur le terrain l'influence du Maroc officiel en Espagne. À l'intérieur du royaume comme en Europe, ils sont le principal adversaire de ce qu'il est convenu d'appeler le « makhzen ».

Les relations avec l'Algérie restent tendues, principalement en raison du Sahara occidental, Alger appuyant le Front Polisario. Comment analysez-vous les liens entre les deux pays ?

Il y a une grande ignorance chez les Algériens et les Marocains de ce qui se passe chez leur voisin. Les Marocains pensent que l'Algérie est une dictature militaire sans nuances et les Algériens que le Maroc est une monarchie féodale. Le Sahara occidental est pour beaucoup dans cette relation tendue, mais il n'explique pas tout. Il y a une rivalité de fond qui remonte à avant que ne surgisse le conflit. Ils sont allés jusqu'à se faire la guerre, à cause de leur querelle sur les frontières, en 1963. De plus, le président Abdelaziz Bouteflika (depuis 1999) avait, jusqu'à ce qu'il tombe vraiment malade, une sorte de mépris vis-à-vis de ce jeune roi du Maroc qui, selon lui, ne lui arrivait pas à la cheville. Mohammed VI le lui rendait bien. Cette dispute éternelle leur cause un énorme tort sur tous les plans, à commencer par l'économie, mais elle nuit aussi à l'Europe du Sud. Si le Maghreb connaissait un processus d'intégration similaire à celui de l'Europe à la fin des années 1950, les taux de croissance de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie et même de la France s'en ressentiraient positivement.

Comment les services de renseignement marocains ont-ils réagi aux révolutions de 2011, notamment en Tunisie ?

Je ne sais pas quel a été le rôle du renseignement marocain. Je sais comment les autorités ont réagi tout au long du premier semestre 2011 pour faire des concessions apparentes, mais ne rien céder sur le fond. Elles ont été accompagnées et conseillées avec discrétion par Paris. À en juger par le résultat, l'opération a été un succès. Le « printemps arabe » en version marocaine s'est éteint petit à petit, et le système a perduré avec quelques ravalements de façade, comme l'entrée en vigueur d'une nouvelle Constitution en juillet 2011. En règle générale, les monarchies arabes ont tenu le coup bien mieux que les républiques quand les vents de la révolution se sont mis à souffler. Elles jouissent sans doute, aux yeux de l'opinion publique, d'une plus grande légitimité. Cela dit, le « printemps arabe » est loin d'être terminé.

Entretien réalisé par Guillaume Fourmont (août 2017)